



Montréal 29 mars 2021 : Journée de solidarité avec le peuple Haïtien révolté contre la dictature et l'impérialisme

Par [Collectif](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2021

Communiqué

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [HAÏTI](#)

Montréal, le 25 mars 2021 – Solidarité Québec-Haïti applaudit vivement l'initiative de la Coalition haïtienne au Canada contre la dictature en Haïti (CHCDH), donnant rendez-vous aux citoyen.ne.s le lundi 29 mars 2021 de 11 h à 13 h devant le consulat haïtien à Montréal situé au 300 Rue Léo Pariseau. Cette manifestation contre le soutien canadien à la dictature de Jovenel Moïse en Haïti participe d'un grand mouvement de solidarité internationale avec le peuple révolté d'Haïti qui regroupe diverses organisations anti-impérialistes qui sont actives dans plusieurs villes du monde, dont : New-York, Boston, Miami, Chicago, Atlanta, Santo-Domingo, Caracas, San Juan, Buenos Aires, Santiago, Halifax, Fredericton, Ottawa...

Après plus de 30 ans de lutte acharnée contre la dictature des Duvalier qui fut activement appuyée par la CIA, le peuple haïtien enfin débarrassé des Tonton Macoute, ratifia massivement une Constitution démocratique le 29 mars 1987. Trente-quatre (34) ans plus tard, la démocratie haïtienne est en grave danger avec la violation continue de la Constitution de 1987 par le pouvoir de facto de Jovenel Moïse dont le mandat contesté a pris fin le 7 février 2021.

Assuré du soutien indéfectible de ses tuteurs étrangers regroupés au sein d'un club néocolonial dénommé Core Group, Jovenel Moïse persiste dans ses pratiques de terreur et son gouvernement de facto s'apprête à organiser un référendum pour faire accepter une nouvelle Constitution alors que l'article 284.3 de la Constitution de 1987 en vigueur l'interdit : « toute consultation populaire tendant à modifier la constitution par voie de référendum est formellement interdite ». Ce projet illégal est contesté et dénoncé par les institutions haïtiennes, les organisations de la société civile, les forces politiques, ainsi que le peuple haïtien dans sa grande majorité.

Les tuteurs de Jovenel Moïse constituant le Core Group (États-Unis, Canada, France, Brésil, etc.), l'Organisation des États américains, les Nations Unies (en particulier le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti) doivent désormais faire

face à un mouvement populaire grandissant de solidarité internationale avec Haïti.



Solidarité Québec-Haïti félicite les syndicats du Québec et une coalition d'ONG québécoises, le Congrès du travail du Canada, le Syndicat canadien de la fonction publique, l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) et de nombreuses autres organisations qui ont tous vertement critiqué le soutien du Canada à la dictature de Jovenel Moïse. De plus, trois députés actuels et trois anciens députés, ainsi que Stephen Lewis, David Suzuki, Naomi

Klein et 500 autres, ont signé le mois dernier une lettre critiquant l'appui du Canada à un président haïtien répressif, corrompu et dépourvu de légitimité constitutionnelle.

Dans un récent communiqué de presse, Chris Aylward, Président de l'AFPC, l'un des plus importants syndicats de la fonction publique canadienne notait comment « (Jovenel Moïse) est arrivé au pouvoir en 2017 après deux élections présidentielles consécutives soutenues par le Canada...entachées d'irrégularités et n'ont suscité qu'une très faible participation. D'ailleurs, la majorité des Haïtiens n'a jamais accepté les résultats de ces élections ».

Le 22 mars 2021 écoulé, le député du Bloc québécois, Mario Beaulieu, présenta à la Chambre des communes la pétition demandant au gouvernement fédéral de tenir une audience du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international pour tout savoir sur l'« Initiative d'Ottawa sur Haïti », réputée ancêtre du « Core Group » et initiatrice du coup d'état de 2004 qui renversa 7000 élus, dont le président légitime d'Haiti, Jean-Bertrand Aristide. La réponse du gouvernement Canadien à cette pétition initiée par notre camarade Turenne Joseph est attendue dans les prochains jours. En attendant, tout indique que le « Core Group » avec ses représentants étrangers à Port-au-Prince de connivence avec une douzaine de familles oligarchiques d'Haïti, largement considéré comme le véritable pouvoir derrière le dictateur répressif et corrompu Jovenel Moïse et ses "bandits légaux", accentue une véritable campagne de terreur sur les Haïtiens les plus appauvris et vulnérables.

Plutôt que continuer à légitimer cette dictature qui donne largement place au pillage des ressources naturelles du pays au détriment du peuple d'Haïti, le Canada doit revoir son agenda et respecter la volonté du peuple haïtien.

Solidarité Québec-Haiti répond positivement à l'appel de la CHCDH qui convie les forces progressistes, le peuple canadien et québécois à se solidariser avec le peuple haïtien.

Ce lundi 29 mars 2021 de 11 h à 13 h nous serons présents devant le consulat haïtien à Montréal sis au 300 Rue Léo Pariseau pour rompre le silence complice et dire Non à la dictature en Haïti ! Non au référendum inconstitutionnel ! Non à l'ingérence impérialiste ! Oui à la lutte du peuple haïtien !

Pour plus d'informations, contactez : Frantz André au 514-898-5465, Jennie-Laure Sully au 438-933-6584

Facebook et Twitter : @Solidarité Québec-Haiti, Courriel : solidaritekebekayiti@gmail.com

Lien vers la pétition déposée à la Chambre des communes le 22 mars 2021:

L'émission d'« Enquête » diffusé le 9 janvier 2020, Peyi Lòk / Haiti sous influence (<http://bit.ly/Ayiti-reportage-peyi-lok-iciradiocanada>), offre de l'information très pertinente sur l'« Initiative d'Ottawa sur Haïti » et le « Core Group ».

Aussi, à titre d'information complémentaire, voici l'article de Michel Vastel paru en mars 2003 dans la revue « Actualité » et intitulé « Haïti mise en tutelle par l'ONU? » (<https://lactualite.com/monde/haiti-mise-en-tutelle-par-lonu/>) en lien direct avec cette cause.

Articles Par : [Collectif](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca